

## Pour un financement simplifié et indexé de Montréal International

Créé il y a plus de 27 ans, Montréal International s'est vu confier les mandats suivants : attraction et rétention de projets d'investissements directs étrangers, d'entrepreneurs internationaux, d'organisations internationales, de même que l'attraction de talents internationaux stratégiques. Le cumul de ses mandats lui a permis au fil des ans de devenir un joueur incontournable du développement économique du Grand Montréal.

Fort du soutien financier de ses partenaires publics et privés, son fonctionnement est assuré par une multitude d'ententes avec différents ministères québécois (MAMH, MEIE, MIFI, MRIF), de même que celles de DEC, de la Ville de Montréal et de la CMM, ainsi que d'une centaine d'entreprises privées.

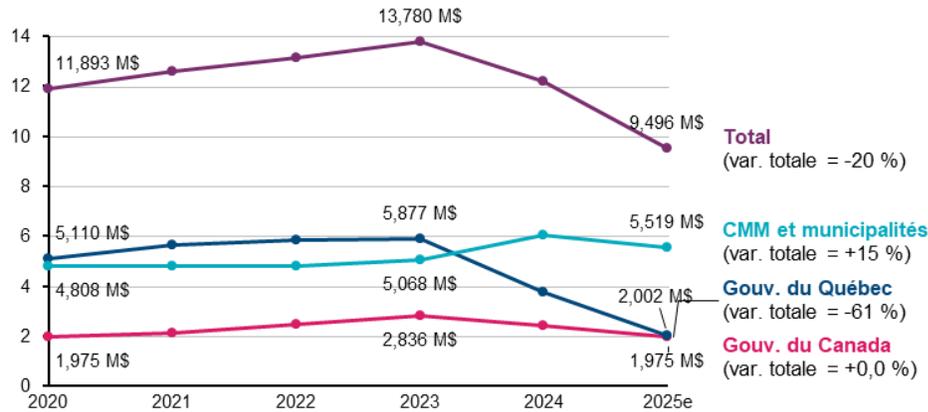
La coordination de ces ententes implique toutefois un lourd processus de reddition de compte et des démarches régulières pour assurer leur renouvellement tous les un, deux ou trois ans, ce qui détourne l'organisation de sa mission première. Par ailleurs, **la plupart de ces ententes n'ont pas été indexées depuis de nombreuses années, quand elles n'ont pas été tout simplement réduites ou non renouvelées.**

Partenaire privilégié du gouvernement du Québec depuis sa création, MI a eu plusieurs occasions cette année de se positionner sur différents sujets touchant de près l'écosystème international du Grand Montréal : programmes d'immigration, crédits d'impôt, Loi 96, etc. Dès lors, **la présente note se concentre davantage sur les conditions à réunir pour maintenir et pérenniser l'effet de levier de MI pour l'économie métropolitaine et l'ensemble du Québec.**

### SECTION 1 – UN FINANCEMENT À LA HAUTEUR DE NOTRE MISSION

Au cours des cinq dernières années, la fin consécutive des mandats d'attraction et rétention d'étudiants étrangers (31 mars 2024), de même que celui des travailleurs internationaux (31 mars 2025), en plus des réductions aux ententes du MAMH, MEIE et MRIF ont grandement impacté le bon fonctionnement de l'organisation en réduisant la portée du soutien offert aux filiales, entreprises et organisations internationales du Grand Montréal, de même qu'en entraînant des restructurations majeures de ses équipes et d'importants défis de gestion.

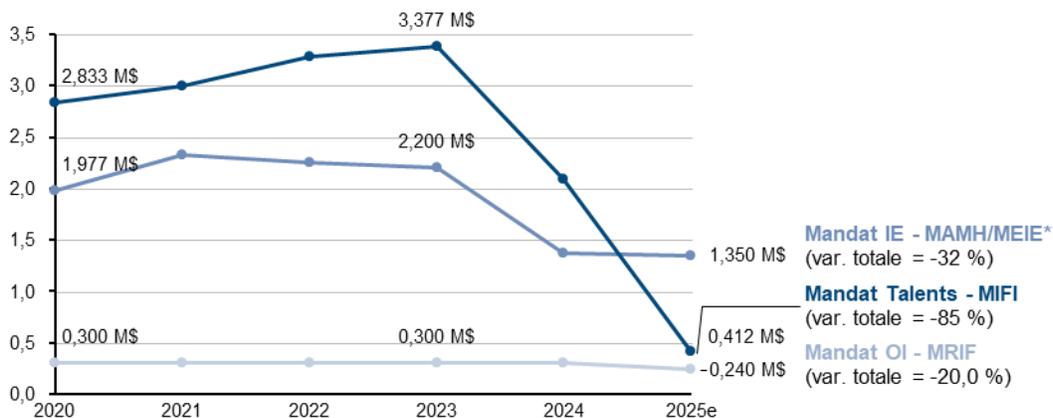
**Figure 1 : Financement public total par palier de gouvernement**  
2020 à 2025, en M\$



À noter que les montants versés pour les ententes ont été calculés sur une année calendaire.

Source : Données internes, Montréal International, en date du 10 janvier 2025. À noter que certaines ententes étaient en cours de renouvellement en 2025. Les montants finaux pourraient donc varier légèrement.

**Figure 2 : Financement du gouvernement du Québec par ligne d'affaires et ministère**  
2020 à 2025, en M\$



\*Incluant le mandat Entrepreneurs internationaux.

À noter que les montants versés pour les ententes ont été calculés sur une année calendaire.

Source : Données internes, Montréal International, en date du 10 janvier 2025. À noter que certaines ententes étaient en cours de renouvellement en 2025. Les montants finaux pourraient donc varier légèrement.

Pour l'ensemble des lignes d'affaires, les sommes versées par le gouvernement du Québec ont baissé de près de 61 % depuis 2020 (voir Figure 1). En détail, la baisse totale sur la période est de 85 % pour le mandat d'attraction de talents internationaux (volets travailleurs et étudiants), de 32 % pour le mandat d'attraction d'investissements directs étrangers et 20 % pour le mandat des organisations internationales (voir Figure 2), une entente qui n'avait pas été indexée depuis presque 25 ans. La contribution totale du gouvernement du Québec est ainsi passée de 43 % à 21 % du financement public. Cette diminution exclut l'impact de l'inflation qui s'est élevé à 20 % entre 2020 et 2024, réduisant d'autant les ressources accordées à nos mandats.

Pour tenir compte de ce contexte, MI a mené des ajustements significatifs ces dernières années, incluant la réduction des activités de prospection, des dépenses de fonctionnement et de la taille des équipes. Après ces importants efforts de rationalisation, **la marge de manœuvre pour de nouveaux gains d'efficacité est désormais très restreinte.**

Or, son effet de levier, lui, demeure tout aussi important. Au cours des cinq dernières années seulement, l'organisation a contribué à l'attraction d'investissements directs étrangers totalisant 15 G\$ dans le Grand Montréal et ayant permis de créer ou maintenir plus de 40 000 emplois. Même en ne considérant que les investissements étrangers accompagnés par MI en 2023 (excluant donc les organisations internationales et les talents), les retombées fiscales générées pour le gouvernement du Québec sont significatives. Elles sont estimées à 245 M\$, soit 116 fois le montant investi !

**Sans le soutien de MI, plus de 80 % de ces projets d'IDE n'auraient pas vu le jour dans le Grand Montréal, auraient eu lieu dans de moindres proportions ou avec des retards ou coûts plus importants<sup>1</sup>.** Bref, MI joue son rôle d'agence de développement économique.

Ses équipes ont également eu une contribution plus que significative dans l'attraction d'organisations comme l'International Sustainability Standards Board, ONU Habitat et le World Benchmarking Alliance contribuant par le fait même à maintenir le statut de Montréal, Capitale canadienne des organisations internationales. Sans compter son équipe d'attraction de travailleurs internationaux, dont les activités permettaient de recruter des talents hautement qualifiés contribuant à la croissance et la compétitivité des secteurs stratégiques du Grand Montréal.

Grâce à une collaboration étroite avec ses partenaires publics, **MI favorise également un alignement stratégique de ses activités aux différentes priorités gouvernementales**, dont :

- Une contribution aux gains de productivité et au rattrapage avec l'Ontario, notamment par la hausse du salaire moyen : le salaire moyen des projets accompagnés par MI en 2024 était de 103 000 \$, soit 60 % de plus que la moyenne de la RMR de Montréal<sup>2</sup>.
- Une répartition des investissements dans l'ensemble des secteurs géographiques du Grand Montréal, p. ex. : mandat pour le développement de l'Est de Montréal, relance du centre-ville, investissements dans les couronnes, etc. ;
- Une amplification des efforts pour contribuer au développement économique durable, p. ex. : équipe dédiée aux technologies propres, critère ESG pour l'évaluation des projets, etc.
- Une plus grande propension à innover : les entreprises sous contrôle étranger représentent environ 1 % des entreprises avec employés, mais effectuent 36,5 % des dépenses totales de R-D du Québec<sup>3</sup> ;

La contribution de MI n'est donc plus à démontrer et sa collaboration de tous les instants avec ses partenaires publics demeure au cœur de sa réussite. **Une formule de financement simplifiée, indexée et stable est cruciale afin de redonner à l'organisation la marge de manœuvre nécessaire pour maintenir et amplifier son impact pour l'économie du Québec.**

<sup>1</sup> Sondage réalisé auprès des filiales accompagnées par MI, 2020-2024, n=192 répondants.

<sup>2</sup> Données salariales préliminaires ; Salaire moyen, RMR de Montréal, Institut de la statistique du Québec, demande spéciale, 2024.

<sup>3</sup> Statistique Canada, tableau 27-10-0341-0.

### UNE FORMULE DE FINANCEMENT SIMPLIFIÉE ET PÉRENNE

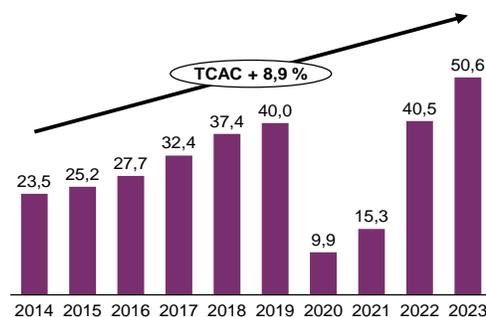
Le secteur du tourisme a trouvé une solution porteuse en instaurant une taxe sur l'hébergement qui a généré plus de 50 M\$ pour Tourisme Montréal en 2023 (environ 68 % de ses revenus totaux) et augmentant à un rythme annualisé de près de 9 % par année (voir encadré 1).

Un modèle qui comporte plusieurs grands avantages :

- Une **indexation des revenus** aux prix des chambres d'hôtel du Grand Montréal ;
- Un **modèle à coût essentiellement nul** pour le gouvernement du Québec ;
- Une **simplification de la reddition de compte** financière.

#### Encadré 1 : Revenus de Tourisme Montréal liés à la taxe sur l'hébergement

2014 à 2023, en \$ CA et TCAC en %



TCAC : taux de croissance annuel composé

Source : États financiers 2015-2023 de Tourisme Montréal

Une logique qui s'appliquerait également à Montréal International, puisque ses mandats contribuent à l'atteinte des objectifs gouvernementaux en matière de tourisme d'affaires :

- Près de 130 000 visiteurs d'affaires en lien avec les activités des organisations internationales et des filiales de sociétés étrangères, soit plus d'un voyageur d'affaires sur cinq à YUL.
- 359 000 nuitées estimées générant 146 millions en revenus pour les hôteliers et plus de 5,0 M\$ en revenus de taxes pour le gouvernement du Québec (actuellement versés à Tourisme Montréal). C'est donc dire que, chaque nuit, près de 1 000 visiteurs d'affaires liés à nos activités séjournent dans une chambre d'hôtel de Montréal.

Dans cet exemple, un partage des sommes générées par la taxe sur l'hébergement permettrait d'ailleurs aux deux organisations de poursuivre leur mission :

- Une allocation de **0,5 pt de % de la taxe aurait permis de générer des revenus d'environ 7,2 M\$** pour MI en 2023.
- Cela se ferait **sans perte pour Tourisme Montréal**. En effet, l'augmentation annuelle des montants perçus grâce à la taxe est telle que, même en octroyant 0,5 pt de % à Montréal International en 2023, Tourisme Montréal aurait vu ses revenus augmenter par rapport à 2022.

D'autres solutions pourraient aussi être envisagées. Par exemple, une formule similaire a été mise sur pied pour Finance Montréal, afin de financer les activités de promotion et de démarchage de centres financiers internationaux (CFI) en prélevant des frais pour l'obtention ou le maintien de leur statut (prélevé par le Fonds du centre financier de Montréal). Comme pour Tourisme Montréal, c'est **une formule proportionnelle à l'activité menée et à coût presque nul pour le gouvernement du Québec**. Dans le cas de MI, une cotisation annuelle moyenne de 3 000 \$ par filiale permettrait de générer plus de 7 M\$ pour l'organisation.

**Le montant versé à Montréal International est d'ailleurs inférieur de 27 % à celui versé à Finance Montréal, alors que ses activités de prospection permettent d'attirer des investissements étrangers dans l'ensemble des secteurs stratégiques du Grand Montréal**, notamment l'aérospatiale, les sciences de la vie et les technologies de la santé (SVTS), les technologies propres et l'intelligence artificielle (IA).

Le tableau qui suit démontre bien l'absence d'adéquation entre le financement octroyé, l'étendue des secteurs visés et le poids économique des écosystèmes couverts par les trois organisations.

	Tourisme Montréal	Finance Montréal	Montréal International
Année	2023	2023-2024	2025
Contribution financière du gouvernement du Québec	50 M\$, portion de la taxe sur l'hébergement uniquement	1,9 M\$ dont 1,4 M\$ du Fonds du centre financier de Montréal	1,350 M\$ répartis entre le MAMH et le MEIE
Poids économique de l'écosystème au Québec	Industrie du tourisme <sup>4</sup> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 2 %</li> <li>▪ 135 900 emplois</li> </ul>	Finance et assurances <sup>5</sup> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 6,5 %</li> <li>▪ 203 200 emplois</li> </ul>	Filiales étrangères <sup>6</sup> : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 20 %</li> <li>▪ 390 000 emplois</li> </ul>
Secteurs visés	Industrie du tourisme, incluant transport, hébergement, restauration, loisir, etc.	CFI uniquement	Ensemble des secteurs stratégiques, dont l'IA, les SVTS, l'aérospatiale et les technologies propres

Dans tous les cas, la révision du mode de financement permettrait au gouvernement de renflouer les programmes qui servent à financer MI, car nous n'aurions plus besoin des montants actuellement alloués. Les ententes avec la CMM, la Ville de Montréal et DEC demeurerait en vigueur. MI s'engagerait par ailleurs à poursuivre la collaboration avec les ministères concernés (MEIE, Secrétariat à la Métropole, MRIF), afin d'assurer un alignement avec les priorités gouvernementales, comme c'est le cas actuellement.

## ÉLECTION DE TRUMP : UN SOUTIEN PONCTUEL POUR S'ADAPTER AU CONTEXTE

L'année 2025 s'amorce dans un contexte d'incertitude avec le début de la seconde investiture de Donald Trump marquée par des annonces de durcissement des politiques d'immigration et de hausse des tarifs commerciaux. Bien que plusieurs scénarios soient envisagés quant à l'impact de ces politiques sur l'économie du Québec, la plupart des économistes s'attendent à un contexte difficile, mais où des opportunités pourraient tout de même émerger.

C'est ce que démontre notre expérience passée, où un mandat ponctuel de 24 mois octroyé par le MEI (1<sup>er</sup> avril 2017 au 31 mars 2019) a permis à MI d'intensifier ses activités de prospection et de promotion aux États-Unis pendant le premier mandat de Donald Trump. **Dès 2018, les investissements en provenance des États-Unis ayant bénéficié d'un accompagnement de MI ont bondi à plus de 1 G\$, soit une augmentation de 180 % par rapport aux années précédentes (moyenne 2014-2016 = 369 M\$), les entreprises américaines cherchant un lieu stable où investir.**

<sup>4</sup> Institut du Québec, « Le rôle stratégique du tourisme pour le développement économique », 8 juin 2023.

<sup>5</sup> Statistique Canada, tableau 36-10-0402-01 et demande spéciale, SCIAN 52 – Finance et assurances, données de PIB de 2023 et emplois de 2024.

<sup>6</sup> AppEco, L'impact économique des filiales internationales au Québec, 4 novembre 2019.

---

**BLOC 1 – RECOMMANDATIONS :**

---

1. Rehausser la contribution du gouvernement du Québec au financement de MI afin que sa subvention soit proportionnelle à l'impact économique généré et à l'étendue de ses activités.
2. Identifier une formule de financement simplifiée permettant d'assurer une meilleure prévisibilité des revenus de l'organisation et leur indexation, comme celle de la taxe sur l'hébergement.
3. Octroyer une subvention à projet pour intensifier la promotion et la prospection d'investissement sur le territoire américain au cours des quatre prochaines années.

À noter qu'une formule de financement, comme décrit aux recommandations 1 et 2 permettrait éventuellement à Montréal International de dégager une marge de manœuvre suffisante pour profiter des opportunités perçues dans le marché, sans contribution additionnelle de la part du gouvernement.

## SECTION 2 – SOUTENIR UN CLIMAT FAVORABLE À L'INVESTISSEMENT

Les filiales internationales jouent un rôle stratégique pour l'économie du Québec grâce à leur capacité d'innovation et leur apport essentiel à nos secteurs phares. C'est d'ailleurs un des éléments moteurs justifiant l'offre de services gratuits que Montréal International et ses partenaires présentent aux entreprises internationales afin de faciliter leur implantation et leur intégration au sein des écosystèmes d'affaires locaux.

*« Montréal, c'est l'intersection du Québec avec le monde. [...] Si on veut rattraper l'Ontario, Montréal doit faire mieux par rapport à Toronto. »* L'attraction d'investissements demeure un des leviers privilégiés du gouvernement pour y arriver selon les propos d'Éric Girard publiés dans un article du 15 janvier 2025<sup>7</sup>.

Les filiales du Grand Montréal font toutefois face à de nombreux défis, comme la rareté de main-d'œuvre dans certains secteurs et compétences clés, la menace de l'imposition de nouveaux tarifs commerciaux avec les États-Unis, la disponibilité de l'électricité, la réduction de certains incitatifs fiscaux, etc. Au cours de la dernière année, le délai d'incubation des projets s'est ainsi allongé et le contexte politique entraîne un risque accru de perdre certains projets au profit de villes américaines, notamment dans le secteur manufacturier.

Le gouvernement du Québec a un rôle primordial à jouer afin de s'assurer que l'attractivité de sa métropole demeure concurrentielle par rapport à celles des autres grandes villes. Dans ce contexte marqué par l'incertitude, la prévisibilité et la stabilité des programmes de soutien aux entreprises sera un élément clé de sa réussite.

Pour y arriver, plusieurs solutions sont à privilégier. Ces dernières sont reprises succinctement dans cette seconde série de recommandations, chacune d'entre elles ayant fait l'objet d'une analyse indépendante au présent mémoire et présentée aux ministères concernés. À noter qu'elles peuvent s'appliquer à l'ensemble des entreprises du Québec.

---

<sup>7</sup> La Presse, « Les Québécois, aussi riches que les Ontariens ? », 15 janvier 2025.

---

## **BLOC 2 – RECOMMANDATIONS :**

---

4. Assurer la compétitivité de la fiscalité et des programmes de soutien aux entreprises, de concert avec le gouvernement fédéral, de façon à stimuler l'investissement, demeurer concurrentiel par rapport aux grandes villes nord-américaines et conserver nos acquis dans des secteurs à forte valeur ajoutée.
5. Assurer la prévisibilité et la stabilité des programmes d'immigration afin de soutenir l'accès au recrutement international pour les talents hautement qualifiés névralgiques à la compétitivité de nos secteurs de pointe, notamment au travers des missions de recrutement et à une meilleure intégration de la main-d'œuvre immigrante disponible localement.
6. Clarifier et mieux publiciser les critères pour l'obtention d'une autorisation de raccordement des projets d'une puissance de 5 MW et plus, afin de permettre aux entreprises d'avoir une compréhension commune des priorités gouvernementales et des règles d'attribution de la puissance énergétique disponible.
7. Placer les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance au cœur des stratégies de l'ensemble des ministères, afin de positionner le Québec parmi les leaders en matière de développement économique durable en Amérique du Nord et attirer des entreprises ayant un impact positif pour la société.

## CONCLUSION

Au cours des dernières années, MI a été en première ligne auprès des filiales, des talents et des organisations internationales pour les soutenir dans l'exécution d'investissements structurants pour l'économie du Québec. Ses partenariats avec les trois paliers de gouvernement font de l'organisation un interlocuteur unique pour faciliter et accélérer les grands projets.

Plus que jamais, en 2025, MI a besoin du soutien du gouvernement du Québec afin de repenser sa formule de financement pour assurer la réussite de ses missions. Les équipes de MI sont dédiées à contribuer positivement à l'économie du Québec et demeurent disponibles pour poursuivre la discussion avec le ministère des Finances, ainsi que les autres ministères concernés.